

**Conseil économique et social**

Distr. générale
7 mars 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Quinzième session**

Genève, 17-20 mai 2016

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Unités statistiques dans la comptabilité nationale**Unités statistiques : Théorie et pratique****Établi par le Bureau australien de statistique***Résumé*

Afin de produire la gamme recherchée de statistiques économiques, les bureaux nationaux de statistique ont besoin de tenir des registres d'unités statistiques à la fois sur la production et sur la propriété (unités institutionnelles). Dans la plupart des pays développés, la création de ces deux registres a pour point de départ les données administratives dans lesquelles les unités sont fondées sur un concept d'entité juridique. Le présent document examinera comment le Bureau australien de statistique crée et tient son registre des unités statistiques, y compris en s'occupant de la relation avec le dépositaire du jeu des données administratives. Enfin, le document examinera le projet qu'a le Bureau australien de statistique d'utiliser son registre des entreprises pour tirer une plus grande utilité des données administratives, notamment pour répondre à la demande croissante d'analyse au niveau de l'unité et d'analyse fine.



I. Introduction

1. Un modèle des unités économiques bien conçu servant de base à la conception d'un registre statistique des entreprises (RE) joue un rôle central dans la nécessaire harmonisation des enquêtes individuelles et des collections administratives qui constituent les sources de données requises pour un programme national de statistiques économiques. Si un modèle des unités statistiques économiques a pour objet de répondre aux besoins de l'utilisateur, il doit aussi à la fois refléter les normes statistiques internationales en vigueur exposées dans le Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN) et définir la manière dont les entreprises opèrent dans le territoire économique concerné.

2. La Division de statistique de l'ONU (2007) dit ce qui suit : « *La manière la plus pratique d'obtenir des données statistiques serait de les recueillir pour des entités pour lesquelles des séries complètes d'informations requises sont disponibles. Cela permettrait aux statisticiens de tirer parti des informations que contiennent les registres comptables des entités productrices et les sources administratives y relatives. Cela pourrait aussi permettre d'obtenir des statistiques qui, jusqu'à un certain degré, servent mieux les intérêts des utilisateurs, parce qu'elles rendent possible l'établissement d'un lien entre les archives administratives et les enquêtes statistiques.* ». Il s'ensuit que, dans la plupart des pays développés, un solide jeu de données administratives des entités juridiques (EJ) a servi de base à l'établissement de tels registres.

3. Dans un monde idéal, les structures de communication des entreprises et des administrations publiques seraient parfaitement en adéquation avec les concepts du SCN, en facilitant ainsi la conversion simple d'ensembles de données administratives en ressources statistiques internationalement comparables. Dans la pratique, cette adéquation n'existe pas.

4. À la fin des années 1990, l'Australie s'était lancée dans la conception d'un nouveau régime fiscal et du système de communication d'entreprise qui s'y rapportait, régime qui a été mis en œuvre pendant la période 2000 à 2002. La réforme fiscale comportait deux principaux volets. Le premier volet concernait la suppression de tout un ensemble de taxes sur les ventes en gros et l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée connue en tant que taxe sur les biens et services (TBS). Le second volet avait trait à la mise en place du Registre australien des entreprises (RAE), qui permettait aux organisations fournissant ou envisageant de fournir des biens et services de s'y enregistrer et de recevoir un numéro d'entreprise australien (NEA)¹.

5. Le RAE, qui a été créé et est tenu par l'Administration fiscale australienne (AFA) contient la liste la plus complète des entreprises australiennes. Le Bureau australien de statistique (BAS) a procédé avec l'AFA à des réformes et a mis au point en 2002 un nouveau modèle des unités économiques qui devait compléter les changements apportés au régime fiscal pour permettre de tirer parti du RAE en tant que fondement d'un registre statistique des entreprises. Ce modèle des unités a été affiné en 2013 et a pris la forme exposée dans le présent document. La révision intervenue en 2013 a ajouté l'unité

¹ Le NEA est un numéro unique d'identification de 11 chiffres donné à chacune des entités enregistrées dans le RAE. Ce registre est dans son ensemble une ressource publique logée au sein de l'Administration fiscale australienne. Seules les organisations enregistrées peuvent bénéficier du régime de la TBS et peuvent demander des crédits au titre de la TBS.

concernant la localisation, a aboli l'unité des entreprises australiennes et a redéfini la relation entre l'EJ et l'unité d'activité économique (UAE)².

6. Le BAS a entrepris la mise en œuvre d'un programme de transformation de ses statistiques économiques, dans le cadre d'un programme plus vaste de transformation structurelle, pour lequel il a reçu du Gouvernement un montant additionnel de 250 millions de dollars australiens. Au cœur du programme se trouvent les objectifs de réduction des risques d'erreur dans les statistiques, de renforcement de l'efficacité, d'amélioration de l'actualité des données, d'accélération des procédures bureaucratiques et de permettre au BAS d'élargir le champ de ses activités. Un produit essentiel consiste en une refonte du Registre statistique des entreprises du BAS pour qu'il puisse aller au-delà de son rôle traditionnel de base des enquêtes à celui d'une « épine dorsale » permettant d'établir un lien entre les données, y compris les données collectées hors des collections du BAS. Le modèle des unités est un cadre conceptuel sur lequel repose le RE/BAS. Il n'est pas prévu d'affiner davantage le modèle des unités.

7. Le présent document examinera comment le BAS met au point et tient son registre des unités statistiques, comment notamment il gère les relations avec le dépositaire du jeu de données administratives et comment cette activité entre dans le cadre de la conception du modèle des unités. Enfin, le document examinera comment, dans le cadre de son programme de transformation, le BAS envisage d'utiliser son RE pour mieux utiliser les données administratives, afin notamment de répondre à la demande nouvelle d'une analyse au niveau de l'unité et d'une analyse fine.

II. Le modèle des unités du BAS³

8. Le modèle des unités utilisé par le BAS pour décrire les structures statistiques des entreprises est conforme à la loi de 2001 de l'Australie relative aux entreprises et à la définition des unités institutionnelles recommandées par le SCN 2008. Le modèle est composé de quatre unités statistiques :

- Les groupes d'entreprises (GE) ;
- Une ou plusieurs EJ ;
- Une ou plusieurs UAE⁴ ;
- Une ou plusieurs localisations⁵.

Les GE et les EJ sont des unités institutionnelles et les UAE et les unités concernant la localisation sont des unités de production.

9. Les EJ et les UAE sont les principales unités institutionnelles et de production qu'utilise le BAS pour créer des produits statistiques. Elles n'entretiennent pas de relation universelle les unes avec les autres, par exemple une unité avec une autre, une unité avec plusieurs autres, plusieurs unités avec une autre.

² Il convient de noter que la définition de l'entreprise en tant qu'unité dans le modèle des unités du Bureau australien de statistique de 2002 n'était pas la même que celle du SCN 2008. Ces termes sont définis de façon plus détaillée dans la section B.

³ Cette section est une adaptation de la Cat. No. 1219.0 – Australian and New Zealand Standard Industrial Classification (Classification type par branche d'activité australienne et néo-zélandaise) (ANZSIC), 2006 (version 2.0) du BAS.

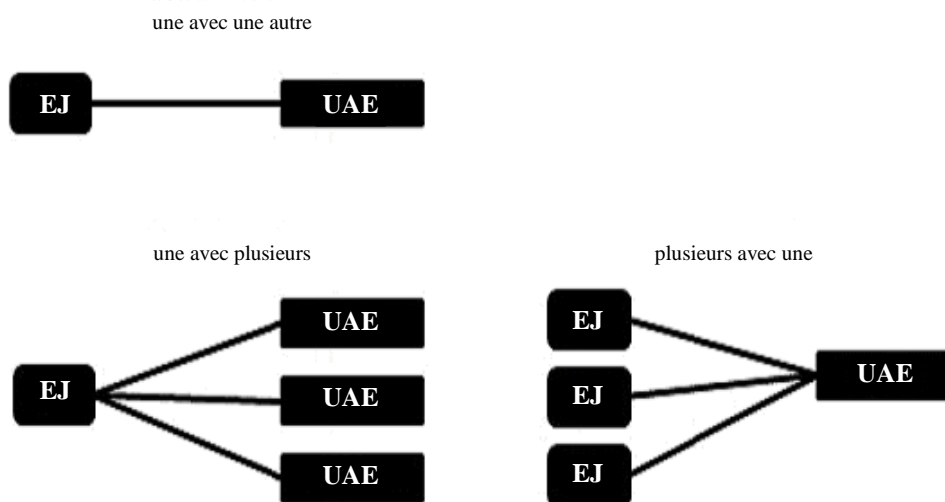
⁴ Ceci est très similaire à l'unité d'activité économique visée au chapitre 5 du SCN 2008.

⁵ L'unité concernant la localisation n'a pas été définie dans le modèle des unités avant la révision de 2013.

10. Il s'agit là d'un léger écart par rapport au SCN 2008, qui énonce qu'il faudrait hiérarchiser les relations entre les unités institutionnelles et de production. Dans le SCN 2008, les entreprises (l'aspect lié à la production d'une unité individuelle institutionnelle) peuvent être découpées en une ou plusieurs unités d'activité économique⁶. L'énoncé du SCN 2008 est valable en Australie au niveau des GE, mais pas nécessairement au niveau des EJ.

Diagramme 1

Relations entre les entités juridiques et les unités d'activité économique



11. L'EJ couvre l'ensemble des opérations en Australie d'une entité qui possède certains ou l'ensemble des droits et à laquelle incombent certaines ou l'ensemble des obligations de personnes ou d'entreprises individuelles, ou qui se comporte en tant que telle en ce qui concerne les questions liées aux statistiques économiques. Parmi les exemples d'entités juridiques, on peut citer notamment les sociétés, les partenariats, les fondations, les entreprises individuelles personnelles, les ministères et les administrations publiques. Ces entités ont les caractéristiques d'une unité institutionnelle du SCN. En termes pratiques, l'EJ est une unité qui s'est fait enregistrer et a obtenu un NEA.

12. Le GE est une unité institutionnelle couvrant l'ensemble des opérations sur le territoire économique de l'Australie des entités juridiques soumises à un contrôle commun. Le contrôle existe si une société mère a la capacité de déterminer les résultats des décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles d'une EJ⁷.

13. L'unité de production dans le modèle des unités du BAS est l'UAE. L'UAE comprend les EJ agrégés et désagrégés à l'intérieur d'un GE, qui peuvent déclarer des activités productives et d'emploi au moyen d'un ensemble minimum de données, qui sont :

- Le total des dépenses d'équipement ;
- Les revenus tirés de la vente de biens et services ;
- Les salaires et traitements ;
- Le total des inventaires ; enfin,
- Le total des achats et de dépenses choisies.

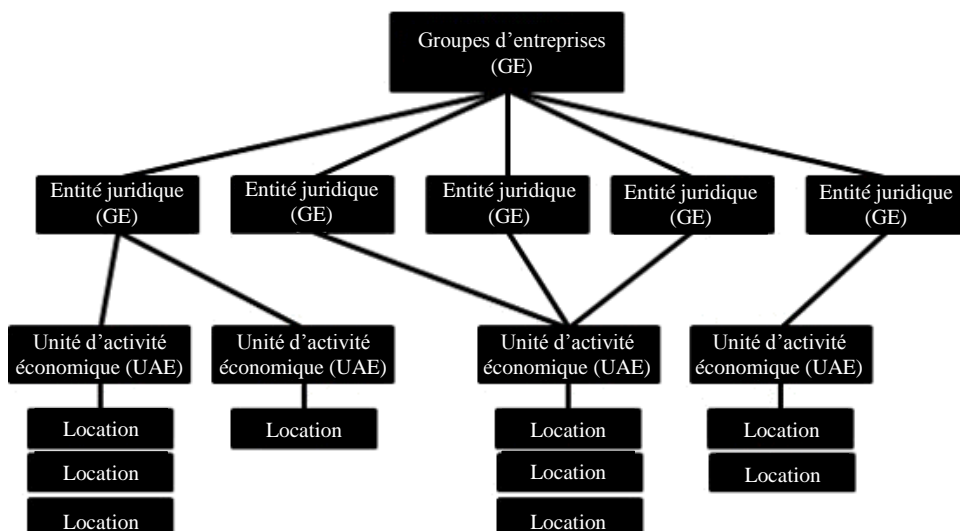
⁶ Voir SCN 2008, par. 5.12.

⁷ Conformément à la section 50AA de la loi de 2001 de l'Australie relative aux entreprises.

14. Une UAE peut aussi être formée dans des situations où seules quelques composantes de données sont disponibles directement dans les comptes. Le diagramme 2 qui suit montre les relations entre ces types d'unités.

Diagramme 2

Modèle des unités du BAS



15. L'activité de l'UAE est conçue pour être aussi homogène que possible, conformément aux indications du SCN pour la constitution d'unités d'activité économique⁸. Dans l'idéal, toutes les UAE sont construites de telle sorte que le niveau de deux chiffres (subdivision) d'homogénéité de l'Australian and New Zealand Standard Industrial Classification (Classification type par branche d'activité australienne et néo-zélandaise) (ANZSIC) soit atteint. Cela permet de procéder à l'établissement d'estimations par industrie de bonne qualité par le BAS à ce niveau-là. Toutefois, toutes les entreprises ne peuvent pas fournir un ensemble complet de comptes pour chaque subdivision de l'ANZSIC dans laquelle elles mènent une activité. Là où une entreprise ne peut pas fournir de données suffisantes pour la constitution d'une UAE relevant d'une subdivision de l'ANZSIC prise individuellement, une UAE peut être constituée pour mener une activité dans deux subdivisions ou plus de l'ANZSIC.

16. Une localisation est conforme à la définition que le SCN donne de l'établissement, ou d'une UAE au niveau local⁹. Il s'agit d'un lieu géographique unique, d'un seul tenant, occupé par une organisation, dans lequel ou à partir duquel l'organisation est engagée dans une activité productive sur une base relativement permanente, ou dans lequel l'organisation effectue des dépenses d'équipement dans l'intention d'entreprendre à un moment quelconque dans le futur une activité productive sur une base relativement permanente. L'exception est constituée par l'unité concernant un lieu où est menée une activité agricole (unité constituée par une exploitation) dans lequel les parcelles de terrain sont exploitées en tant que propriété unique et sont traitées comme un seul lieu.

17. L'unité statistique de la localisation ne comportera pas d'entrées dans la version actuelle du RE/BAS, mais sera traitée dans la partie portant sur la transformation. Une source de données administratives a été identifiée et un travail est en cours pour identifier des ensembles de données complémentaires.

⁸ Voir SCN 2008, par. 5.12.

⁹ Voir SCN 2008, par. 5.14.

18. Diverses classifications sont appliquées aux unités dans le modèle des unités du BAS. Les principales classifications appliquées sont les suivantes :

- L'ANZSIC pour l'industrie¹⁰ ;
- Le type d'organisation juridique ;
- Le type d'entité industrielle ou commerciale pour le type d'entité ;
- La Standard Institutional Sector Classification of Australia (Classification traditionnelle type, par secteurs institutionnels, de l'Australie) (SISCA) pour le secteur institutionnel et les secteurs public/privé.

19. L'ANZSIC est utilisée pour indiquer l'industrie dans laquelle l'UAE mène une activité productive. Chaque unité se voit affecter un code ANZSIC à quatre chiffres (niveau de classe) qui reflète l'industrie prédominante dans l'activité économique de l'UAE. La SISCA sert de base à la division de l'économie australienne en secteurs institutionnels. Dans ces secteurs se trouvent regroupées les entités juridiques qui ont des fonctions économiques similaires et des caractéristiques structurelles similaires.

III. Le Registre australien des entreprises

20. Le BAS tient un registre statistique des entreprises australiennes actives dans l'économie (RE/BAS). Ce RE/BAS repose sur l'ensemble du registre des entreprises du Gouvernement¹¹ tenu par l'AFA, et est connu en tant que Registre australien des entreprises (REA). Une entreprise ne peut normalement pas opérer en Australie sans être inscrite dans le REA, inscription qui donne lieu à la délivrance d'un NEA. Les entreprises sont tenues de citer ce numéro lorsqu'elles traitent avec les autorités publiques australiennes et avec d'autres entités nationales dans le cadre du système australien de la taxe à la valeur ajoutée, la TBS. Se trouve associé au NEA du RAE tout un éventail d'informations administratives supplémentaires, ayant trait notamment à la localisation, au propriétaire et à l'industrie principale dans l'ANZSIC¹².

21. Le BAS utilise le RAE en tant que principale source des données relatives à l'identité de base et à la classification de l'entreprise. Le BAS utilise aussi des informations sur les transactions fournies par l'AFA pour déterminer si l'entité juridique est activement engagée dans la production et pour mettre à jour les informations de référence. Le RE/BAS sert de base aux diverses enquêtes économiques sur les entreprises que mène le BAS.

22. Des profils sont établis pour les groupes d'entreprises qui sont considérés comme suffisamment complexes et importants pour constituer des unités conformes au modèle des unités. Ces groupes sont connus en tant que population profilée. Le contact direct avec ces détenteurs de NEA permet au BAS de traduire les structures des entreprises en unités statistiques qui satisfont aux prescriptions de la comptabilité nationale.

¹⁰ Un élément concordant avec la révision 3.1 de la CITI (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique) se trouve au chapitre 10 de l'ANZSIC, Cat. No. 1292.0 du BAS.

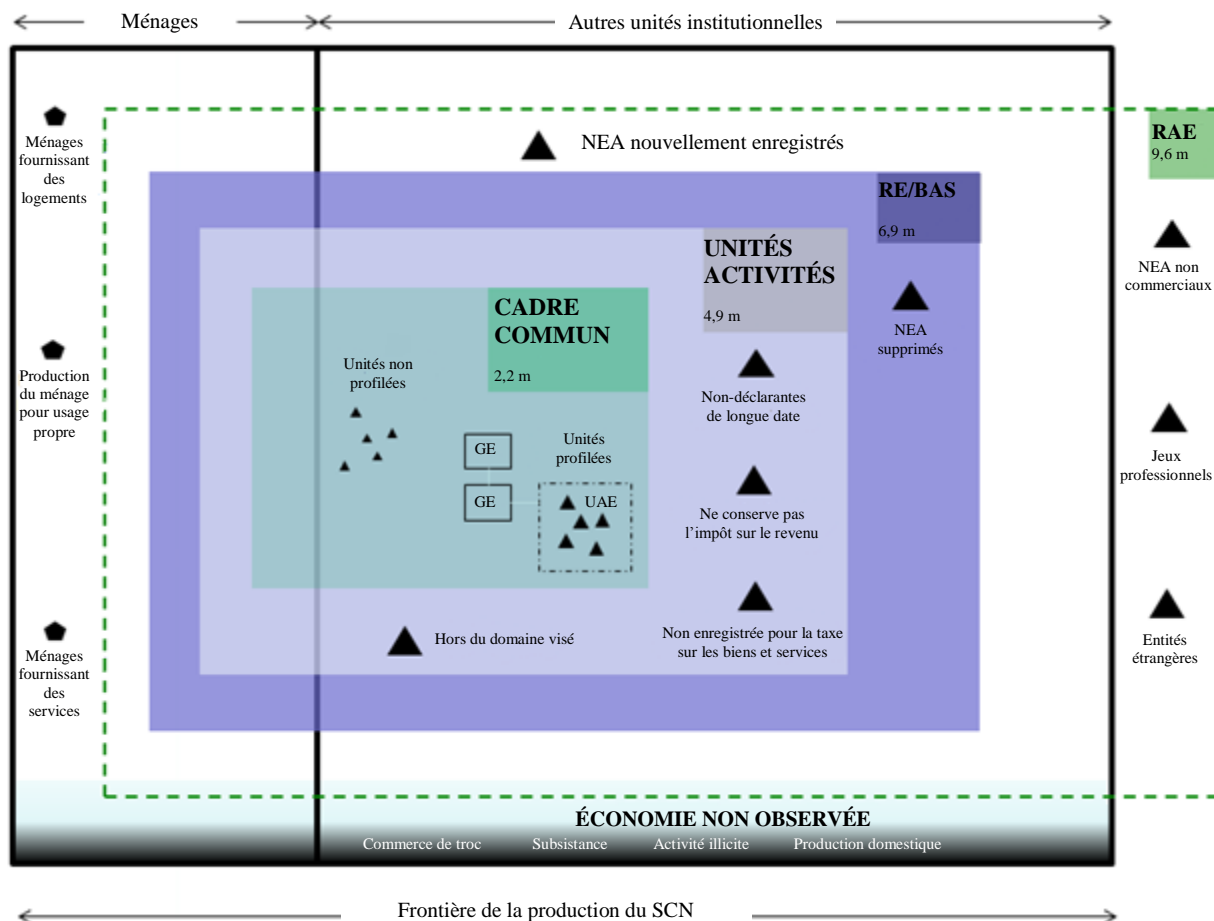
¹¹ Dans ce cadre, la définition d'une entreprise vise à prendre en compte les sociétés, les partenariats, les fondations, les entreprises personnelles individuelles, les ministères et les administrations publiques.

¹² L'ANZSIC est comparable à l'International Standard Industrial Classification of All Economic Activities (Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI)). Elle a été établie en coopération avec Tauranga Aotearoa (*Statistics New-Zealand*) en tant que classification par industrie mieux adaptée à nos territoires économiques. Un élément concordant avec la version 3.1 de la CITI figure au chapitre 10 de la publication de l'ANZSIC : Cat. No. 1292.0 du BAS.

23. Les entreprises disposant d'un NEA qui sont présumées avoir des structures simples sont considérées comme une entité juridique simple, un groupe unique d'entreprises et des unités UAE uniques. Ces unités sont connues en tant que population non profilée. Les deux populations s'excluent mutuellement et couvrent toutes les organisations économiquement actives en Australie, qui se sont fait enregistrer pour obtenir un NEA.

Diagramme 3

La relation entre le Registre australien des entreprises et le Registre des entreprises du BAS¹³



IV. Relations avec les fournisseurs de données administratives

24. Le maintien de relations efficaces avec les fournisseurs de données administratives et de données sur les transactions est crucial pour la production des statistiques économiques en particulier là où ces statistiques peuvent aider à compléter ou à remplacer la collecte directe de données, et à accroître les possibilités d'expansion des produits statistiques. Le BAS travaille en étroite collaboration avec les dépositaires des données des administrations publiques et du secteur privé en vue d'optimiser le potentiel statistique de leurs données.

¹³ Le Cadre commun du BAS est un instantané du RAE utilisé pour créer des bases d'enquête pour les collections économiques concernant les entreprises.

25. La relation avec l'AFA repose sur une base solide, avec une interaction croissante dans un vaste éventail de domaines et concernant de nombreuses personnes dans les deux organisations. Elle permet le partage avec le BAS d'importantes données administratives provenant d'un certain nombre de domaines de l'AFA ainsi qu'une large collaboration sur plusieurs fronts touchant aux données, notamment les suivants : analyse des données ; ensemble de l'infrastructure d'acquisition des données des administrations publiques ; enfin, accès aux données détenues par les administrations publiques.

26. Un accord formel sanctionne la relation entre les deux organisations. Le mémorandum d'accord est l'accord principal BAS-AFA, qui est assorti de six avenants. L'accord permet une collaboration souple et dynamique. De nouveaux avenants à l'accord peuvent être conclus à mesure que les besoins évoluent.

27. Le BAS a cherché à influencer les déclarations fiscales des entreprises pour en optimiser le potentiel statistique. Les classifications sectorielles et industrielles des entreprises et des entités juridiques similaires du RAE ont été élaborées selon les normes statistiques établies par le BAS conformément au SCN 1993 et ensuite au SCN 2008. Par exemple, la législation relative au NEA contient un concept de création d'une entreprise qui est très étroitement proche du concept de production du SCN. De même, le BAS a conçu ses systèmes autour de ce que l'AFA pourrait fournir. Un vaste ensemble d'enquêtes du BAS peuvent ainsi utiliser directement les données administratives fournies par l'AFA sans qu'il soit besoin de procéder à une transformation importante, en particulier pour la population non profilée. Le partenariat BAS-AFA a gagné en maturité au fil des ans. Alors que la relation a commencé principalement comme une fourniture de données dans un seul sens au profit du BAS, elle se caractérise aujourd'hui essentiellement par des avantages mutuels.

28. La coopération entre le BAS et l'AFA reste fondamentale pour une bonne tenue du RE/BAS. L'AFA informe tous les mois le BAS des entreprises qui se sont fait enregistrer et ont obtenu un NEA, en vue d'une mise à jour du RE/BAS. Le BAS utilise aussi les informations sur les transactions émanant de l'AFA pour recenser les entreprises activement engagées dans la production et pour mettre à jour les références concernant la taille.

29. Le REA est une ressource pour l'ensemble des administrations publiques tenu par l'AFA. Le BAS travaille en étroite collaboration avec le REA et a apporté activement son appui à celui-ci. Par exemple, le BAS a apporté son appui aux initiatives récentes du REA visant à mettre en place un codage du point de contact des industries au point d'enregistrement et à prendre en compte les informations relatives à la localisation des entreprises à emplacements multiples.

30. Le codage du point de contact des industries a été adopté en décembre 2013. Durant le processus d'enregistrement, il est demandé à l'entreprise qui s'enregistre d'indiquer quelle est sa principale activité. L'entreprise qui s'enregistre se voit ensuite soumettre une liste d'entrées de l'index industriel sur laquelle elle peut choisir l'entrée qui la représente le mieux. Le BAS a aidé à la conception de l'index du codeur en détachant quatre membres de son personnel auprès du REA, et est en train de travailler avec le REA pour améliorer davantage les pondérations des indices. Ces faits ont considérablement réduit le nombre d'unités qui sont exclues des bases d'enquête du BAS pour n'avoir pu être ni automatiquement ni manuellement codées en fonction d'une industrie.

31. La solidité et la souplesse des relations entre le BAS et le REA de l'AFA seront particulièrement importantes, vu que chacune des deux organisations est en train de mettre en œuvre son programme de transformation, tout en cherchant de nouvelles possibilités qu'offrent des initiatives suscitées par la transformation de l'économie numérique et par un paysage des données en mutation.

V. Problèmes à résoudre et perspectives de progrès

32. Comme déjà indiqué, le Gouvernement australien a accordé au BAS près de 250 millions de dollars australiens pour les cinq années à venir afin de lui permettre d'entreprendre un programme de transformation structurelle. La transformation de nos statistiques économiques constitue un élément majeur du programme. D'un point de vue historique, le registre statistique des entreprises du BAS (RE/BAS) a principalement servi de base d'enquêtes démographiques générales et sans doubles comptes. Une caractéristique essentielle de la transformation de nos statistiques économiques est l'exploitation de l'important potentiel du Registre des entreprises en tant qu'« épine dorsale » favorisant l'intégration des données sur les entreprises.

33. En explorant les moyens d'améliorer les fonctions du RE/BAS, nous avons recensé les besoins de refonte suivants : le RE/BAS devrait s'appuyer sur un petit ensemble d'informations structurelles essentielles sur les entreprises avec un variable de liaison (le NEA) pour intégrer d'autres informations figurant dans le RE/BAS et dans d'autres fichiers. Comme exemples d'autres fichiers on peut citer les données sur de vastes transactions dans l'économie, les données de chaque enquête spécifique, les informations relatives à l'établissement de profils ou les informations relatives à la gestion des fournisseurs. L'établissement de liens avec d'autres registres comme le registre d'adresses du BAS, conçu en premier lieu pour appuyer les statistiques sociales et démographiques, sera aussi facilité. Compte tenu de la vaste pratique consistant à inclure le NEA dans la gamme de plus en plus étendue d'ensembles de données administratives sur les transactions, cette approche pourrait favoriser l'établissement de liens entre le BAS et des sources de données ne provenant pas du BAS, en vue de la production à la fois de séries et produits statistiques existants et nouveaux.

34. Les gouvernements australiens successifs ont encouragé la réduction des procédures bureaucratiques qui sont imposées aux entreprises. Pour les collections de statistiques, cela se traduit par une réduction du nombre d'enquêtes menées ainsi que du niveau des détails requis. La difficulté pour le BAS consiste à trouver les moyens de libérer le potentiel des sources de ce niveau plus affiné de données en ne se contentant pas d'élargir le champ des enquêtes et sans imposer de nouvelles demandes de données au répondant dans une enquête. Ceci est conforme aux nouvelles priorités du Gouvernement consistant à « collecter une seule fois et utiliser plusieurs fois », pour faire un meilleur usage des données collectées par d'autres organismes publics et d'autres sources administratives.

35. Dans son programme de transformation, la vision du BAS est que le RE/BAS :

- i) Deviendra l'épine dorsale pour l'intégration de l'ensemble des données au niveau de l'entreprise, en fournissant un lien commun vers l'ensemble des données sur une entreprise donnée auxquelles le BAS a accès ;
- ii) Fournira l'infrastructure pour les produits statistiques au niveau d'une unité ou d'une petite zone, y compris la Base de données longitudinales¹⁴, et en utilisant les données géospatiales pour les statistiques régionales ;
- iii) Deviendra une source à part entière de données, en tant qu'outil pour l'analyse au niveau de l'unité par les analystes du BAS, et outil à la disposition de chercheurs n'appartenant pas au BAS à des fins comme l'analyse au niveau de l'unité et la microsimulation¹⁵.

¹⁴ Voir par. 40.

¹⁵ Voir Ryan, L. *et al* (2015) pour de plus amples détails.

36. Les capacités d'interaction avec un éventail plus large de sources de données n'avaient pas été envisagées lorsque le plan sur lequel repose le RE/BAS avait été élaboré au milieu des années 1990.

37. L'établissement du profil de grandes entreprises complexes continuera à être une activité essentielle pour assurer l'existence de structures exactes des entreprises dans le RE/BAS. Dans le cadre de la transformation, le BAS va aussi consolider l'établissement du profil des unités du registre des entreprises en apportant des modifications aux données d'enquête par une équipe unique, en vue d'assurer une cohérence des données dans l'ensemble des collections de données et d'obtenir des résultats plus efficaces dans l'encadrement des parties prenantes.

38. Une proportion importante de l'activité économique en Australie est entreprise par les groupes d'entreprises ayant une présence dans plus d'un territoire économique. Ces entités multinationales créent des difficultés pour la mise à jour du RE/BAS et pour la communication sans ambiguïté aux fournisseurs de données du champ sur lequel doivent porter les informations. De plus en plus, les sociétés multinationales communiquent des informations aux sociétés mères sur une base régionale et des opérations internationales avec des structures juridiques et de communication des informations inhabituelles sont effectuées.

39. Cela peut conduire à des statistiques couvrant ces entités à l'intérieur de différents pays et entre ceux-ci, où elles mènent des activités économiques « productives ». L'établissement du profil de ces entités pour en faire des unités statistiques imposera un réexamen du modèle des unités statistiques (Ritzen, 2011). Étant donné que les difficultés dans ce domaine restent encore à résoudre sur le plan international, ce travail figure dans le programme du BAS pour de futures activités de recherche-développement.

A. Épine dorsale de l'intégration des données au niveau de l'entreprise

40. Le RE/BAS transformé deviendra l'épine dorsale des statistiques relatives aux entreprises. Il existe un petit nombre de collections qui doivent encore tirer directement leurs populations du RE/BAS. Le BAS a progressivement et lentement fait migrer ces collections de statistiques économiques vers le RE/BAS. L'efficacité de ce travail et le rythme du changement ont été entravés par la nécessité de « verrouiller » des fonctionnalités supplémentaires afin de préserver les variables propres à chaque collection. Ce travail est à très forte intensité de main-d'œuvre dans la conception actuelle du RE/BAS.

41. Les coûts d'établissement et d'entretien de la migration vers l'actuel RE/BAS ont été exorbitants et ont créé un obstacle à la pleine intégration de certaines collections. Récemment, les enquêtes d'International Trade in Services and Tourist Accommodation (Commerce international des services et des logements touristiques) ont migré vers le RE/BAS. La migration de Survey of International Investment (Enquête sur les investissements internationaux) est en cours et le travail préparatoire va bientôt commencer pour Survey of Financial Information (Enquête sur les informations financières).

42. Une difficulté à laquelle se heurte le BAS a trait à l'accueil des collections fondées sur un secteur institutionnel, comme Enquête sur les investissements internationaux et Enquête sur les informations financières. L'unité de l'UAE ne convient pas à ces collections, vu que celles-ci ne mesurent pas la production. L'EJ ne convient pas non plus, les investissements étant habituellement gérés à un niveau plus élevé du groupe. Le GE ne peut pas être utilisé parce que les comptes nationaux requièrent un produit d'un secteur institutionnel. La méthode actuelle pour les enquêtes financières consiste à créer une unité statistique appelée l'Unité de collection fondée sur le SISCAS (SBCU), qui est un regroupement d'entités juridiques (ayant des NEA) au sein d'un GE, qui est rendu

homogène par le (secteur institutionnel) SISCA. La difficulté pour le BAS sera de maintenir des liens entre le SBCU et les UAE, afin de favoriser les possibilités de liaison entre les données.

43. Leur intégration enrichirait considérablement les données actuellement disponibles et pourrait par exemple créer des possibilités de faire apparaître des caractéristiques d'une propriété étrangère dans les statistiques portant sur la production australienne.

44. Dans le cadre de la transformation, les coûts d'établissement et d'entretien de la migration seront considérablement réduits. Le travail visant à préciser quelle infrastructure est requise par chaque collection pour migrer vers le RE/BAS transformé va commencer.

45. Les administrations publiques¹⁶ sont prises en compte dans le RE/BAS, mais ne sont pas utilisées pour les collections de statistiques financières des administrations publiques. Les statistiques financières des administrations publiques utilisent des données administratives fortement consolidées qui se trouvent habituellement au niveau d'un ministère. Dans une opération récente, les unités du RE/BAS couvertes par la communication d'informations au moyen des statistiques financières des administrations publiques ont été recensées afin de pouvoir obtenir une vue unique cohérente du secteur public.

B. Infrastructure pour des produits statistiques concernant une unité et une petite zone

1. Intégration ponctuelle et longitudinale

46. La Base de données longitudinales suit un échantillon d'unités prédéterminé longitudinalement pendant cinq ans en vue de faciliter l'analyse des micromoteurs de la performance des entreprises au fil du temps. La base est choisie à l'origine dans le RE/BAS et les données sur la performance des entreprises sont mises à jour grâce à une enquête annuelle sur les caractéristiques des entreprises. Une refonte du RE/BAS permettant l'intégration des résultats provenant de collections anciennes aidera à la création d'une base élargie de données analytiques longitudinales sur les entreprises (BEDALE) en utilisant les premières mises au point des principes de l'établissement de liens entre des données¹⁷.

47. Le processus entrepris pour chacune des périodes financières prises en compte dans la BEDALE (2001-2002 à 2012-2013) est différent selon qu'il s'agit de la population non profilée du BAS ou de la population profilée du BAS.

48. Pour les unités de la population profilée du BAS, le NEA est utilisé pour intégrer les informations financières de l'AFA avec les données collectées par le BAS dans l'Enquête sur les caractéristiques des entreprises, l'Enquête sur l'activité économique et l'Enquête sur la recherche et le développement expérimental par les entreprises. Pour les unités de la population non profilée du BAS, les données de l'AFA provenant de l'ensemble des NEA relevant d'un GE donné sont agrégées au niveau du GE et ensuite réparties entre l'ensemble des UAE à l'intérieur d'un GE sur la base des informations relatives à l'emploi. Cela produit un ensemble de données contenant des données modélisées par l'AFA pour les unités fondées sur les structures de communication des informations figurant dans le RE/BAS, ce qui est ensuite utilisé pour relier directement les données collectées par le BAS.

¹⁶ « Les unités administratives sont des types particuliers d'entités juridiques, instituées par décision politique, qui exercent un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles dans un espace donné. » (SCN 2008, par. 4.117).

¹⁷ Pour de plus amples informations, se reporter à ABS (2015) *Information Paper: Construction of the Expanded Analytical Business Longitudinal Database* (Note d'information du BAS (2015) : Construction de la Base élargie de données analytiques longitudinales sur les entreprises). La BEDALE était un projet conjoint entre le BAS et le Ministère australien de l'industrie et de la science.

49. La méthode utilisée pour construire la BEDALE favorise l'intégration des données de l'enquête sur les entreprises du BAS avec d'autres données administratives, et représente la base d'un ensemble dynamique de données au niveau microéconomique. Les exemples d'autres données qui pourraient être intégrées sont les données relatives aux brevets, marques et plans et les données concernant l'insolvabilité recueillies dans des administrations publiques et des institutions de recherche. L'intégration de la BEDALE avec le RE/BAS représenterait un pas important vers la création d'une ressource statistique solide au niveau de l'entreprise.

50. La création de la BEDALE a permis à l'Australie d'apporter sa contribution à deux projets de l'OCDE, DynEmp¹⁸ et MultiProd¹⁹. Le Ministère australien de l'industrie et de la science a utilisé la BEDALE pour explorer la dynamique de la croissance de l'emploi et de la productivité dans les entreprises australiennes et le premier d'une série de documents de recherche a été publié au début de cette année. Ce document examinait la contribution des jeunes entreprises, en particulier des nouvelles entreprises, à la création nette d'emplois dans l'économie australienne durant la période 2001-2011.

2. Intégration géospatiale

51. L'utilisation de l'UAE plutôt que la localisation (ou l'établissement) en tant qu'unité de production a aidé le BAS à atteindre l'objectif de réduction de la charge pesant sur le répondant. Toutefois, cela signifie que des informations minimales sur la localisation ont été recueillies. Là où des informations régionales ont été collectées, elles sont généralement limitées au niveau des huit États et territoires australiens. Cela a limité la possibilité d'intégrer les collections fondées sur les ménages avec celles fondées sur les registres, et de procéder à une analyse régionale.

52. Il y a eu ces dernières années une demande croissante de données régionales par des analystes des politiques publiques australiennes. Toutefois, le RE/BAS n'a pas suffisamment de capacité d'exploitation des données géospatiales, étant donné que l'unité de localisation à l'intérieur du modèle des unités n'a pas encore été pourvue de population. L'aspiration à un RE/BAS transformé inclura un registre des entreprises, structuré selon le modèle complet des unités (y compris les unités statistiques de localisation), des informations relatives à l'établissement de profils et une cartographie pour faciliter l'établissement de liens NEA-UAE.

53. Entre autres avantages, la conservation de données géospatiales dans le RE/BAS : i) améliorera la disponibilité et la qualité des données sur le nombre d'entreprises économiques régionales ; ii) permettra de rendre un large éventail de données économiques régionales disponibles grâce à la modélisation des données et à l'établissement de liens entre les données ; enfin, iii) à plus long terme, permettra d'adopter des approches cohérentes pour la production de statistiques régionales en facilitant la migration future vers le RE/BAS de collections économiques sur la localisation.

54. Un travail est en cours pour hâter la réalisation de l'objectif tendant à doter le RE/BAS de la capacité d'exploiter les données géospatiales. Ce travail concerne notamment :

- L'ajout d'une unité statistique de localisation au modèle des unités ;

¹⁸ Le projet de l'OCDE sur la dynamique de l'emploi qui fournit de nouveaux éléments de preuve empiriques sur le rôle de la dynamique de l'emploi dans les résultats des pays participants.

¹⁹ Les micromoteurs de la productivité agrégée http://www.oecd.org/sti/Flyer_Multiprod.pdf.

- L'ajout d'une fonctionnalité géospatiale pour la conservation des données concernant la localisation. Cette fonctionnalité relative à la localisation peut contenir une adresse et des informations géographiques aux niveaux du GE, de l'UAE et du NEA ;
- L'ajout au RE/BAS de données relatives à l'adresse principale de l'entreprise en utilisant les adresses provenant de sources de l'AFA et géocodées en utilisant le codeur d'adresses du BAS. Cela a été fait pour les entités juridiques (NEA) et a permis de recenser les adresses principales des entreprises. Les localisations pour des entreprises à emplacements multiples n'ont pas encore été ajoutées.

55. Récemment, les données concernant la localisation, notamment les adresses, les industries et les codes géographiques, ont été ajoutées au REA pour tous les nouveaux enregistrements, au moyen d'une opération spéciale pour certaines grandes entreprises. Le BAS envisage d'incorporer ces données au RE/BAS, et le BAS et le REA travaillent ensemble pour explorer des options additionnelles permettant de recueillir et de conserver des données concernant la localisation pour l'un et l'autre registres.

56. Il existe aussi des difficultés conceptuelles qui restent à surmonter. Il s'agit notamment de s'occuper de la localisation d'entreprises qui sont dépourvues d'adresse (par exemple, les emplacements d'activités d'extraction minière où n'existent pas de routes ou les emplacements d'activités d'exploration en mer) ou d'entreprises de services dont la localisation géographique ne se justifie pas²⁰.

57. Une autre initiative récente est l'établissement d'un registre d'adresses à utiliser à l'occasion du premier recensement de la population et des logements principalement numérique de l'Australie et à utiliser ensuite comme base des enquêtes sur les ménages. Un avantage sera la possibilité qu'il offre de lier sur un plan géospatial les informations économiques à celles relatives aux ménages. Cela devrait permettre à la fois l'intégration des données relatives à la population d'âge actif et la confrontation entre celles-ci, faciliter l'analyse portant sur de petites zones, et contribuer à la création d'un RE/BAS davantage tourné vers l'extérieur.

C. Source à part entière

58. Dans le cadre du programme de transformation du BAS, le RE/BAS jouera un rôle plus central dans la production de statistiques économiques. Le RE/BAS continuera à servir de base pour les collections statistiques les plus économiques et jouera un rôle clef dans l'intégration d'une gamme étendue d'ensembles de données économiques. Il deviendra aussi une source à part entière de données, en tant qu'outil d'analyse au niveau de l'unité pour les analystes du BAS, et outil à la disposition des analystes n'appartenant pas au BAS, à des fins telles que l'analyse au niveau de l'unité et la microstimulation.

59. Un domaine où l'investigation pourrait être plus poussée est la possibilité de tirer des indicateurs économiques à court terme de la dynamique d'entretien du RE/BAS. Le BAS publie « *Counts of Businesses Entries and Exits* »²¹ (Décomptes des entrées et sorties des entreprises), qui fournit des informations annuelles sur la démographie des entreprises fondée sur les créations et mouvements de NEA au sein et hors de la population d'âge actif. Des travaux de recherche sont en cours pour modéliser et ajuster le « bruit administratif » durant le processus d'enregistrement du RAE, afin de fournir sur les créations et

²⁰ Voir Ioannou, M. *et al* (2015) pour de plus amples renseignements (informations).

²¹ Se référer au ABS (2015) *Counts of Australian Businesses, including Entries and Exits, Jun 2010 to Jun 2014* (Décomptes des entreprises australiennes, y compris les entrées et sorties des entreprises, juin 2010 à juin 2014 du BAS (2015)).

disparitions d'entreprises des données plus fréquentes qui pourraient donner un signal précoce de la réorientation de l'activité économique.

VI. Conclusion

60. Les bureaux nationaux de statistique continuent de rencontrer un certain nombre de difficultés pour s'assurer que leurs registres des entreprises reflètent la réalité pratique du fonctionnement des entreprises. Il y a lieu de réviser les cadres et processus et d'adapter les systèmes existants pour faire face à la nature de plus en plus complexe et rapidement changeante des entreprises, de même que pour exploiter la richesse à la fois des données administratives publiques et des données relatives aux transactions du secteur public en tant que ressource statistique.

61. Le programme de transformation structurelle du BAS offre l'occasion de réviser les pratiques existantes, notamment pour mettre en œuvre l'idée d'un renforcement du rôle de son RE/BAS pour en faire l'épine dorsale de l'intégration des données au niveau de l'entreprise. Traditionnellement, les registres statistiques des entreprises sont conçus et utilisés pour appuyer des enquêtes statistiques et des recensements, en servant de bases d'enquêtes et de sources de vastes produits de la démographie des entreprises. L'élargissement du rôle du RE/BAS constitue un élément central de la stratégie de transformation statistique du BAS.

62. Le présent document a exposé les orientations essentielles qu'entend donner le BAS à son registre des entreprises. Le RE/BAS transformé permettra d'avoir des procédures d'entretien plus efficaces et facilitera l'établissement de liens plus solides entre les ensembles de données administratives et les ensembles de données directement collectées par le BAS. Il sera doté de la capacité d'exploiter les données géospatiales, afin de fournir l'infrastructure pour les produits statistiques aux niveaux de l'unité et de la petite zone, et de devenir une source à part entière de données. Ce travail – conjugué à l'objectif tendant à ouvrir l'accès au RE/BAS à d'autres organisations – permettra au BAS de répondre à la demande latente d'analyse de microdonnées pour appuyer l'élaboration de politiques et la prise de décisions reposant sur des données probantes.

Références

- Bureau australien de statistique. (2008). *Standard Economic Sector Classification of Australia (SESCA), 2008 (Version 1.1)* (Catalogue No. 1218.0). Canberra.
- Bureau australien de statistique. (2006). *Australian and New Zealand Standard Industrial Classification (ANZSIC), 2006 (Revision 2.0)* (Catalogue No. 1292.0). Canberra.
- Bureau australien de statistique. (2000). *Information Paper: ABS Statistics and the New Tax System* (Catalogue No. 1358.0). Canberra.
- Bureau australien de statistique. (2002). *Information Paper: Improvements in ABS Economic Statistics (Arising from The New Tax System)* (Catalogue No. 1372.0). Canberra.
- Bureau australien de statistique. (2015). *Information Paper: Construction of the Expanded Analytical Business Longitudinal Database* (Catalogue No. 8171.0). Canberra.
- Bureau australien de statistique. (2015). *Counts of Australian Businesses, including Entries and Exits, Jun 2010 to Jun 2014* (Catalogue No. 8165.0). Canberra.
- Ioannou, M., Foster, J., & Ryan, L. (2015). Geospatially enabling the ABS Business Register. Document présenté au Groupe d'experts des registres des entreprises de 2015, Bruxelles.
- Ryan, L., Foster, J., & Machin, J. (2015). Transforming the ABS Business Register. Document présenté au Groupe d'experts des registres des entreprises de 2015, Bruxelles.
- Ritzen, J. (2011). The Impact of Globalisation on the System of Statistical Units. *Statistics Netherlands*.
- Commission économique pour l'Europe. (2015). *Lignes directrices sur les registres statistiques des entreprises*. New York et Genève.
- Département des affaires économiques et sociales, Division de statistique, ONU. (2007). *Unités statistiques*. New York.
- ONU et al. (2009). *Système de comptabilité nationale 2008*. New York.
-